

Introduction à la macroéconomie - Dossier de TD n°3

L'impact de la crise à travers les principaux indicateurs de performance macroéconomique**I. Documents joints**

Document 1 : Support de cours en économie www.toileses.org/premiere/2011_CH1_piloter_leconomie.pdf

Document 2 : INSEE, comptes trimestriels ; OFCE, prévisions e-mod.fr pour 2011

Document 3 : INSEE, Banque de données macro-économiques consulté le 03/10/12

Document 4 : INSEE Conjoncture, « Indice des prix à la consommation - Moyennes annuelles 2010 et 2011 », <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=78>, consulté le 02/10/2012

Document 5 : Sabot A., Baruch J., « De la faillite de Lehman aux mesures d'austérité : retour sur deux ans de crises », *lemonde.fr*, 15 sept. 2010

Document 6 : Gadrey J., « La crise de la dette publique et ses solutions résumées en une page (serrée) », pour Alternatives Economiques, posté le 12 novembre 2012, consulté le 02/10/2012 <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2011/11/12/la-crise-de-la-dette-publique-et-ses-solutions-resumees-en-une-page-serree/>

II. Questions

Le carré magique :

1. En vous appuyant sur le document 1 ainsi que sur vos recherches personnelles, définissez le concept de « carré magique ».
2. Quelles différences fait – on entre une politique conjoncturelle et une politique structurelle ?
3. Commentez rapidement le carré magique du document 1, en vous demandant comment a évolué la situation française entre 1970 et 2004.
4. Construisez un carré magique à partir des éléments du document 2 pour les années 2008 et 2011(p), puis commentez.

Les indicateurs de performance :

5. Définissez les notions de PIB nominal et de PIB réel. Pourquoi les économistes préfèrent utiliser le PIB réel ? Remplissez le document 3.
6. Comment calcule-t-on un taux de croissance en valeur ? En volume ? En vous servant des données du document 3 et des résultats de la question précédente, calculez le taux de croissance de la France entre 2007 et 2008 puis entre 2010 et 2011, en valeur, puis en volume. Commentez.
7. Outre le taux de croissance du PIB, les indicateurs de performance intègrent également les notions de taux de chômage et d'inflation.
 - a. Rappelez brièvement la définition du taux de chômage.

- b. Rappelez la définition du taux d'inflation puis, à l'aide du document 4, retrouvez, en le calculant, le taux d'inflation annuel de la France en 2010 (pour cela vous aurez préalablement utilisé la formule de la moyenne pondérée ainsi que les variations des prix pour les principaux groupes de produits - Alimentation, Tabac, Produits manufacturés, Energie et Services). Commentez.

III. Question de synthèse

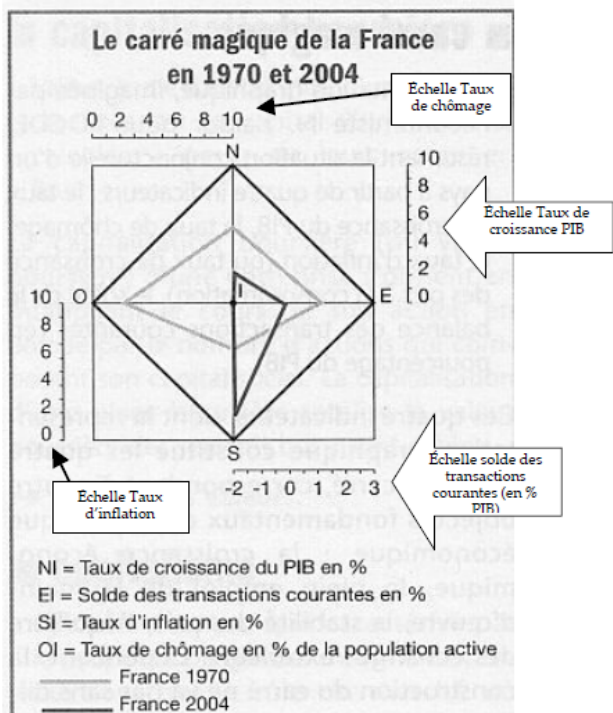
A partir de vos connaissances et des documents, traitez la question suivante sous forme de plan détaillé. Vous pouvez également vous appuyer sur vos précédents dossiers de TD.

Expliquez les impacts de la crise de la dette sur l'économie française et amenez des propositions pour en sortir.

Documents 1 & 2 : Le carré magique : un outil pour visualiser l'état de santé d'un pays

Le but des politiques économiques conjoncturelles est d'atteindre le taux de croissance le plus élevé possible et le taux de chômage le plus faible dans le respect certains équilibres fondamentaux : la stabilité des prix (équilibre interne) ; ne pas trop s'éloigner de l'équilibre de la balance courante (équilibre externe). La situation d'un pays peut donc être « résumée » à l'aide d'un « carré magique » comportant quatre axes sur lesquels sont placés les variables liées à l'activ économique (taux de croissance et taux de chômage) et celles liées aux équilibres (taux d'inflation et solde la balance courante, en % du PIB). Relier ces différents points permet de faire apparaître une surface qui est d'autant plus importante que la situation du pays est « bonne » sans qu'il soit jamais possible d'obtenir carré (ce serait magique !), les 4 objectifs étant relativement incompatibles entre eux en même temps (ou durablement). Le « carré magique » permet donc comparer d'un coup d'œil la situation du pays au cours du temps (ou la situation de plusieurs pays à la même date) et de saisir les interdépendances économiques fortes qui relient croissance, emploi, inflation et commerce extérieur.

Document 1 : « Carré magique » (Nicholas Kaldor - XX^è)



Document 2, La situation macroéconomique de la France de 2006 à 2011

En %, moyenne annuelle	2006	2007	2008	2009	2010	2011p
Taux de croissance du PIB (var% n-1)	2,4	2,1	0,3	-2,2	0,9	1,4
Importations (var% n-1)	6,5	5,9	2,0	-9,6	4,4	5,1
Consommation des ménages (var% n-1)	2,5	2,5	0,9	0,8	0,9	1,5
Consommation des administrations (var% n-1)	1,4	1,3	1,1	1,6	1,3	0,9
Investissement total (FBCF) (var% n-1)	5,0	4,9	0,4	-7,0	-4,9	0,3
Exportations (var% n-1)	5,6	3,2	-0,6	-10,9	3,7	5,8
Variations de stocks (var% n-1)			-0,3	-1,4	1,3	0,2
Inflation (IPC) (var% n-1)	1,3	2,3	3,2	0,1	1,2	0,8
Taux d'épargne (en % RdB)	15,1	15,8	15,6	16,3	16,8	nc
Taux de chômage BIT (en % population active)	8,8	8,0	7,4	9,1	10,2	10,6
Solde public (en % du PIB)	-2,4	-2,7	-3,3	-7,5	-8,0	-7,2
Solde des transactions courantes (en % du PIB)			-2,3	-2,1	-2,5	-2,8

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; OFCE, prévisions e-mod.fr pour 2011.

Document 3 : Ressources en emplois de biens et services à prix courants (Milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010	2011
PIB en valeur	1886,8	1933,2	1885,8	1937,3	1996,6
PIB en volume					
Importations en volume*	514,0	518,7	468,7	510,3	535,5
Exportations en volume*	487,5	485,9	427,1	468,3	493,0
Indice de prix du PIB*	104,8	107,6	106,8	108,5	111,0

*Base 100 en 2005

Document 4 : Moyennes annuelles des variations des indices des prix (base 100 année 1998)

Regroupements conjoncturels	Pondérations 2011	Moyennes annuelles		Variations de 2010 à 2011 (en %)
		2010	2011	
a) Ensemble des ménages France entière (métropole et DOM)				
ENSEMBLE (00 E)	10000	121,13	123,70	2,1
ALIMENTATION (4000 E)	1613	124,65	127,01	1,9
Produits frais (4001 E)	214	132,72	131,07	-1,2
Alimentation hors produits frais (4002 E)	1399	123,49	126,43	2,4
TABAC (4034 E)	193	204,22	216,30	5,9
PRODUITS MANUFACTURES (4003 E)	3052	100,66	100,74	0,1
Habillement et chaussures (4004 E)	459	104,15	104,19	0,0
Produits de santé (4005 E)	460	87,10	85,77	-1,5
Autres produits manufacturés (4006 E)	2133	102,83	103,29	0,4
ÉNERGIE (4007 E)	812	150,48	168,97	12,3
dont Produits pétroliers (4008 E)	487	173,75	201,23	15,8
SERVICES (4009 E)	4330	127,98	130,10	1,7
Loyers, eau et enlèvement (4010 E)	742	132,46	134,81	1,8
Services de santé (4011 E)	529	118,57	119,91	1,1
Transports et communications (4012 E)	533	103,93	103,38	-0,5
Autres services (4013 E)	2526	133,94	136,87	2,2
ENSEMBLE HORS LOYERS ET HORS TABAC (5000 E)	9215	119,17	121,68	2,1
ENSEMBLE HORS ÉNERGIE (4017 E)	9188	118,91	120,41	1,3
ENSEMBLE HORS TABAC (4018 E)	9807	119,76	122,22	2,1
b) Ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé France entière (métropole et DOM)				
ENSEMBLE HORS TABAC (4018 D)	9723	119,71	122,09	2,0
ENSEMBLE (00 D)	10000	121,73	124,26	2,1

Source : Insee - indices des prix à la consommation

Document 5 : De la faillite de Lehman aux mesures d'austérité : retour sur deux ans de crises

Le 15 septembre 2008, la banque d'affaires Lehman Brothers était déclarée en faillite, le premier signe tangible d'une crise du crédit engagée depuis la fin des années 1990. Pendant deux ans, à la suite de cette chute emblématique, les indicateurs économiques ont fluctué au gré des soubresauts de la crise économique. Retour en neuf infographies sur les événements qui ont jalonné l'actualité économique depuis septembre 2008.

▪ Les origines immobilières de la crise

La crise financière est d'abord une crise du crédit. Après l'éclatement de la bulle spéculative sur les entreprises liées aux nouvelles technologies à la fin des années 1990, la Réserve fédérale (la Fed, la banque centrale américaine) avait considérablement baissé ses taux directeurs pour éviter un ralentissement trop important de l'économie. Des taux qui ont favorisé un endettement très important des ménages américains, notamment pour l'achat de logement.

Ces taux ont poussé beaucoup de ménages à acheter des maisons alors même que les prix de l'immobilier montaient, encouragés par la demande. De plus en plus de foyers difficilement solvables accèdent ainsi à des crédits. Dès 2006, les taux de défaut de remboursement des emprunts augmentent aux Etats-Unis, ce qui n'empêche pas les banques de continuer à prêter, encouragées par un taux de refinancement très bas.

En juin 2007, deux importants fonds de placement ayant lourdement investi dans le marché des emprunts immobiliers dits "subprimes" et appartenant à la banque Bear Stearns s'effondrent. Pour de nombreuses banques, des produits financiers qu'elles croyaient sûrs se révèlent être des emprunts toxiques. Dans le même temps, l'augmentation des saisies et ventes de maisons par des ménages ne pouvant rembourser leurs dettes fait chuter le prix de l'immobilier et donc la valeur des biens hypothéqués par ces même ménages.

En mars 2008, la Fed vient en aide à Bear Stearns, en assumant une partie de sa dette et en organisant sa vente à JP Morgan Chase. Le Trésor américain rachète en septembre Fannie Mae et Freddie Mac, deux géants de l'immobilier fragilisés par des prêts hypothécaires non solvables.

Mais à la mi-septembre, les événements s'accroissent et le gouvernement refuse de s'engager favorablement pour la banque Lehman Brothers. Le 15 septembre, elle se déclare en faillite et déclenche une onde de choc dans tout le système bancaire américain, puis dans le reste du monde. [...]

▪ De la crise financière à la crise économique

Si ces mesures enravent la crise financière et sauvent les banques, elle ne sauvent pas l'économie réelle. Echaudées par la crise des subprimes et plus occupées à équilibrer leurs comptes, les banques ont du mal à prêter de l'argent aux entreprises. C'est la récession aux Etats-Unis et dans la quasi-totalité des pays industrialisés. Le chômage augmente dans la plupart d'entre-eux ; aux Etats-Unis, il atteint son plus haut taux depuis quinze ans.

Il est l'heure pour les gouvernements de mettre en œuvre des plans de relance aux allures keynésiennes. Le 4 décembre, Nicolas Sarkozy détaille les mesures d'un plan de 26 milliards d'euros (il coûtera finalement 34 milliards d'euros). Il accélère certains investissements publics, crée de nouvelles exonérations de charges sur l'emploi et contient un important volet de soutien à l'industrie automobile.

▪ **La crise de la dette en Europe**

En décembre 2009 s'ouvre un nouveau chapitre de la crise, alors que les économies des pays industrialisés ne se sont toujours pas relevées de l'année 2008. Le premier ministre grec, Georges Papandréou, révèle que le déficit budgétaire de son pays est plus de deux fois supérieur à ce qu'avait déclaré le précédent gouvernement. Cette déclaration entraîne une réaction en chaîne qui va déstabiliser toute l'Union européenne allant jusqu'à faire craindre un éclatement pur et simple de la zone euro ou une exclusion de la Grèce.

Toutes les agences de notation dégradent la note de la dette grecque. D'autres pays d'Europe comme l'Irlande, mais surtout l'Espagne et le Portugal (on parle alors des "PIGS") sont montrés du doigt pour leur déficit et leur dette. La situation budgétaire de la France est elle aussi pointée.

Alors que la Grèce ne parvient pas à emprunter pour refinancer sa dette, les pays européens tergiversent pour lui apporter un soutien franc, principalement à cause des réticences de l'Allemagne vis-à-vis d'un pays perçu comme ayant profité avec insouciance des aides européennes. Le plan finalement adopté prévoit de débloquer 110 milliards d'euros de prêts sur trois ans (80 milliards versés par les Etats de la zone euro et 30 milliards apportés par le FMI).

▪ **Les plans de relance remplacés par les plans de rigueur**

Dès le printemps 2010, les pays européens sont contraints à de draconiens plans de rigueur et mesures d'ajustement structurelles pour satisfaire les marchés financiers. Grèce tout d'abord, où la mise en place de mesures d'austérité est une condition au versement de l'aide conjointe de la zone euro et du FMI. Le plan grec prévoit notamment la suppression de deux mensualités sur quatorze pour les salaires de la fonction publique, le gel des salaires pour une durée de 3 ans, une hausse de la TVA et le report de l'âge de la retraite de 60 à 65 ans.

Espagne, Irlande, Roumanie, mais aussi Allemagne et France, présentent à leur tour des mesures de réduction des déficits avec parfois des baisses importantes des salaires des fonctionnaires ou des montants des retraites.

Document 6 : La crise de la dette publique et ses solutions résumées

1. Les deux grandes causes (liées) de l'excès d'endettement public

- avoir confié aux marchés financiers (= les gros spéculateurs du monde et leurs banques privées) l'essentiel du crédit aux États endettés à des taux d'intérêt devenus usuraires (dette insoutenable). En France, Pompidou et Giscard le décident en 1973. En Europe, Maastricht (1992) et les traités ultérieurs

interdisent à la BCE de prêter directement aux États. Sans les charges d'intérêt accumulées fixées par ces marchés, ou avec des taux d'intérêt très faibles, aucun État européen n'aurait de dette insupportable !

- des inégalités démesurées. L'excès de richesse des très riches alimente la spéculation sur tout. Ils peuvent rafler la mise (intérêts) des crédits aux États et gagner de l'argent quand les dettes explosent, via des produits financiers faits pour cela. Ils « jouent » un pays après l'autre, après avoir joué sur l'immobilier américain, sur les produits alimentaires mondiaux, le pétrole ou les matières premières.

Ces inégalités ont été délibérément construites par les gouvernements et le patronat néolibéraux via une fiscalité de classe (cadeaux et niches pour riches), une part croissante de la valeur ajoutée allant aux profits non réinvestis (dividendes), avec un rapport de force en leur faveur « grâce » au chômage de masse. Les très riches sont doublement gagnants : moins d'impôts, plus de profits spéculatifs sur des dettes publiques creusées en partie par ce « moins d'impôt », en partie par les charges d'intérêt des emprunts.

Ces causes sont liées : c'est la ploutocratie mondiale qui a poussé à la libéralisation de la finance, à la privatisation du crédit aux États et à l'explosion de la grande richesse.

2. Des causes complémentaires : paradis fiscaux, culte de la croissance, concurrence entre territoires

- L'existence des « enfers fiscaux », une création des mêmes acteurs, prive les États de recettes énormes. Rien que pour l'UE, entre 1500 et 2000 milliards d'euros sont ainsi mis à l'abri de toute fiscalité.

- Le culte de la croissance et la concurrence entre territoires sont à l'origine de « grands projets nuisibles » au Nord comme au Sud : dépenses de prestige et militaires, certains grands équipements et infrastructures, grands stades, ports et aéroports surdimensionnés... Une partie de la dépense publique est illégitime pendant que des volets essentiels au bien vivre, des biens communs, sont sacrifiés et exigeraient beaucoup plus de moyens.

3. Les solutions s'en déduisent, mais elles impliquent des mobilisations contre « le mur de l'argent »

À court terme (dès 2012)

1) obliger la BCE à prêter directement aux États en difficulté et annuler la partie illégitime de leurs dettes sur la base d'audits citoyens. Cela couperait les ailes aux marchés et à leurs agences. On y viendra, sauf éclatement dramatique de l'Europe. Mais en cas de refus dans l'immédiat, des solutions nationales existent, sans quitter l'UE ni l'euro. On en trouve par exemple dans le livre de J. Généreux « Nous, on peut ! » (p. 121 et suiv.) - mais elles supposent un bras de fer donc un rapport de forces à construire - et dans les propositions d'Alain Grandjean et de la FNH (passer par un organisme public national de crédit qui pourrait légalement emprunter à la BCE).

2) Une réforme fiscale réduisant fortement les écarts de revenu et de patrimoine, par le bas et par le haut. Cela s'est fait dans le passé, en France comme aux États-Unis. On peut en attendre, sans invoquer la croissance, 100 milliards d'euros par an pour la solidarité nationale, pour revenir à une dette raisonnable et pour les investissements matériels et humains d'une transition écologique et sociale créatrice d'emplois.

3) Une séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt. L'idée progresse nettement.

4) Une taxation des transactions financières en commençant par l'UE. On y vient, mais pas assez vite.

5) L'interdiction des produits financiers à risques systémiques ou revenant à faire des paris sur les cours de biens essentiels ou sur les pertes d'autrui. On y vient, trop lentement.

À moyen terme (2012-2014 et au-delà)

1) Socialiser les banques ou les nationaliser/démocratiser pour les mettre en dehors de tout pouvoir d'actionnaires privés. La monnaie et le crédit comme biens publics. Renationaliser le financement de la dette au sens de J. Généreux (p. 99).

2) Des mesures (à débattre) de contrôle des mouvements de capitaux entre l'UE et le reste du monde.

3) en finir avec les paradis fiscaux en s'appuyant au départ sur la reprise en main des banques nationales et européennes.

4) Une politique de partage du travail (décent) et de création d'emplois d'utilité écologique et sociale mettant fin aux impacts sociaux délétères du chômage.

- Vous pouvez compléter ce document avec le dossier « Les solutions au banc d'essai », *dossier spécial 20 pages, Alternatives Economiques*, n°307, novembre 2011